PANORAMA DE PRESSE

07/05/2020 09h47

Université de Paris - du 30 avril au 7 mai 2020

SOMMAIRE

À LA UNE

(2 articles)

Les Echos.fr
mardi 5 mai 2020

Les nouvelles promesses de l'impression 3D (1538 mots) — Page 5

Des masques, des visières, des pièces médicales et peut-être bientôt des respirateurs low cost. Depuis quelques semaines l'impressi...

le généraliste
jeudi 7 mai 2020

Covid-19, les étudiants au cœur de la crise : « La solidarité entre soignants est incroyable » (386 mots) — Page 8

Internes et externes se sont eux aussi mobilisés pour lutter contre le coronavirus. Dans le cadre de not...

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(2 articles)

Aujourd'hui en France INTERNET
lundi 4 mai 2020 18:58

Coronavirus : les étudiants en première année de médecine très inquiets pour leur concours (1053 mots) — Page 10

Pendant que les médecins luttent contre l'épidémie de Covid-19, les étudiants en première année commune aux études de santé (Paces) luttent, eux...

l'Etudiant
vendredi 1er mai 2020 15:37

Déconfinement : les plans de reprise d'activité se feront université par université (951 mots) — Page 13

Après le confinement, vient l'heure de sa sortie... ou presque. Dans l'enseignement supérieur, les universités travaillent actuellement aux "plans de repri...

RECHERCHE MÉDICALE

(1 article)

LE FIGARO magazine
vendredi 1er au jeudi 7 mai 2020

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE CONTRE LE COVID-19 (274 mots) — Page 17

Disponible par téléphone, ce service gratuit diagnostique automatiquement les malades et les dirige vers...

LE COVID-19 VU PAR LES SCIENCES SOCIALES

(3 articles)

LA MONTAGNE
lundi 4 mai 2020

Conversation avec l'anthropologue Jean-Didier Urbain (853 mots) — Page 19

« Le voyage essentiel à nos vies » Pour l'anthropologue spécialiste des mobil...

LE FIGARO
samedi 2 mai 2020

LES FEMMES, LE CORPS ET LE CONFINEMENT (1112 mots) — Page 21

CETTE PÉRIODE D'INTIMITÉ FORCÉE OFFRE L'OCCASION DE SE RECONNECTER À SON CORPS, DE S'AFFRANCHIR DES STÉRÉOTYPES, DANS LA DR...

Le Point.fr
dimanche 3 mai 2020

Confinement : les chercheurs sondent déjà nos mémoires (1625 mots) — Page 23

Confinement : les chercheurs sondent déjà nos mémoires Conscients de la période historique que nous vivons...

TRIBUNES

(2 articles)

Le Monde.fr
jeudi 7 mai 2020

Covid-19 : « Appel pour une coordination immédiate entre sciences et société » (1356 mots) — Page 28

Affronter les suites de la pandémie implique de mobiliser et de faire dialoguer toutes les expertises de la société française, sou...

MEDIAPART
lundi 4 mai 2020 15:43

Jeunes en service civique à l'hôpital : déjà « au front » avant « la guerre » (764 mots) — Page 32

Cette tribune est le résultat d'une enquête menée en 2018 et 2019 sur le développement des programmes de service civique au sein des services publics de l...

À LA UNE

Les Echos.fr
mardi 5 mai 2020
1538 mots - 6 min

Les nouvelles promesses de l'impression 3D

La crise sanitaire souligne la vulnérabilité d'une économie mondialisée à l'excès et remet l'impression 3D en vedette pour remédier à l'approvisionnement de certaines pièces. La fabrication additive nous promet-elle pour autant l'émergence d'un nouveau modèle industriel ?

Des masques, des visières, des pièces médicales et peut-être bientôt des respirateurs low cost. Depuis quelques semaines l'impression 3D fait à nouveau figure de vedette. En jouant les pompiers volants au secours des soignants, elle se place même à nouveau comme un recours pour l'avenir. En France des dizaines de bénévoles se sont mobilisés. « Quelque 200.000 à 300.000 visières de protection ont été fabriqués en une dizaine de jours grâce à un réseau de 10.000 makers », explique Simon Laurent président du Réseau Français des Fablabs. Quant à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, elle s'est équipée pour répondre à ses propres besoins (voir ci-dessous). Une effervescence qui redonne des couleurs à une technologie qui n'a pas donné lieu à la révolution industrielle que certains annonçaient.

L'impression 3D s'est d'abord cantonnée à la fabrication de maquettes et de pièces plastique destinées à des prototypes. Après avoir élargi son champ d'action à la céramique et au métal, l'impression 3D s'est ouverte au monde de la santé pour fabriquer des prothèses ou des implants dentaires. Les progrès réalisés dans le domaine des polymères permettent désormais de fabriquer des pièces ayant d'aussi bonnes qualités mécaniques qu'avec l'injection plastique. Le principal avantage de l'impression 3D tient à la rapidité de conception et un investissement minime. Son inconvénient une cadence de production trop basse pour une production de masse.

Masque de plongée et oxygénothérapie

L'aéronautique fut l'un des premiers secteurs à adopter l'impression 3D mais pour des pièces relativement mineures. Qu'il s'agisse de petits supports de fixation ou de parties de tuyauterie. « Dans l'aéronautique, les grandes avancées technologiques et l'adoption de nouveaux moyens de production se font à l'occasion de lancement de nouveaux programmes d'avions », explique Jérôme Rascol en charge de l'activité fabrication additive chez Airbus.

Dans l'automobile, la technologie est longtemps restée cantonnée aux bureaux d'études et au prototypage. Depuis 2018, Renault a introduit l'impression 3D dans chaque usine et imprime chaque année 30.000 pièces plastiques destinées aux chaînes de production comme des supports de fabrication ou des protections pour éviter que les outils manipulés par les ouvriers n'abîment les carrosseries. Le constructeur peine encore à imposer cette technologie à ses fournisseurs. « Cette crise va contribuer à ouvrir les yeux des industriels. S'ils impriment ces pièces cela offre plus de souplesses, évite de passer par la fabrication de moules et permet de réduire les stocks », explique Teresa Salcedo, digital officer du groupe Renault.

Tout va-t-il changer avec la crise du Covid-19 ? Les initiatives ont en tout cas fleuri. On a ainsi imaginé de détourner les masques de plongée Easybreath de Decathlon pour les transformer en système d'oxygénothérapie pour des patients ou en masque de protection pour les soignants. Des entreprises, comme Airbus ou Safran associé à Segula Technologies, se sont lancées dans une course à l'innovation pour les adapter. « L'impression 3D permet de travailler très vite. En deux jours on peut concevoir la pièce, l'imprimer, la tester puis la modifier. On produit ensuite quelques centaines d'exemplaires en attendant de fabriquer les moules pour en produire des milliers », résume Jérôme Julien responsable de la transformation numérique chez Segula Technologies.

D'autres vont beaucoup plus loin. A l'image des quatre designers du projet MUR (Minimal Universal Respirator) qui face au manque de matériel se sont lancés dans le développement d'un respirateur artificiel. Le prototype est aujourd'hui testé par des médecins. Ils ont relevé le défi en moins d'un mois grâce à l'impression 3D et une approche low cost. Avec une pompe d'aquarium pour la source d'air et des joints fabriqués grâce à des chambres à air de vélo. « Nous nous sommes contentés du matériel dont nous disposions dans nos ateliers le jour du confinement et de ceux apportés par nos partenaires », insiste Antoine Berr l'un des participants au projet.

Peut-on pour autant envisager un nouveau modèle industriel dans lequel l'impression 3D jouerait un rôle

pivot ? Philippe Bihouix essayiste et pourfendeur des thèses de Jeremy Rifkin dès 2014 reste toujours sceptique : « Même à la lumière de cette crise sanitaire je ne vois rien de fondamentalement nouveau. C'est une applications de niche. » Et pour se développer elle devra voir ses coûts baisser.

L'économie circulaire

Tout pourrait dépendre de la façon dont nous reconfigurons nos économies. Certains appellent déjà à revenir sur une industrie trop dépendante de fournisseurs lointains. Un bon point pour l'impression 3D, analyse Thierry Rayna enseignant chercheur à l'Ecole polytechnique : « Tout recul du commerce mondial et hausse des prix du transport constitue un bon point pour l'impression 3D. » L'incertitude qui risque de peser sur nos économies et la flexibilité qu'auront besoin d'avoir les entreprises devrait encore renforcer l'attrait pour l'impression 3D.

Phil Reeves, l'un des consultants les plus reconnus dans ce domaine est beaucoup plus mesuré : « Certes, l'impression 3D peut constituer une sorte d'assurance en cas de rupture. » Difficile toutefois pour lui d'envisager un rôle clé pour cette technologie : « L'impression 3D permet de produire des pièces plastiques simples et des objets métalliques complexes mais pas des écrans, des composants électroniques, ou des moteurs électriques. L'industrie reste donc dépendante des usines classiques. »

A moins que nous nous orientions plus franchement vers la réutilisation des objets. « Si on valorise la réparation ou la réutilisation, l'impression 3D prendra une place majeure. On pourra fabriquer les pièces qui prolongeront la vie de nos objets du quotidien et leur donneront même une nouvelle fonction », prédit Phil Reeves. A plus long terme la technologie devrait aussi nous réserver d'autres surprises. Grâce à de nouveaux matériaux ou grâce à l'intégration de l'électronique ou des nanomatériaux, les objets imprimés pourraient acquérir de nouvelles fonctions. ■

par Frank Niedercorn

Quand l'hôpital se dote de son usine

Les soixante imprimantes 3D sont alignées dans l'abbaye de Port-Royal intégrée à l'hôpital Cochin. Grâce au financement du Groupe Kering, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris associée à l'Université de médecine de Paris-Descartes Lien: w ww.lesechos.fr/industrie-services/pharmacie-sante/coronavirus-lap-hp-fabrique-des-dispositifs-medicaux-en-urgence-avec-des-imprimantes-3d-1193000 s'est dotée d'une véritable petite usine. Ici, on a fabriqué depuis début avril des dizaines de modèles de pièces en plastique indispensables au fonctionnement des services d'urgence. La batterie de machines a fabriqué par milliers des visières de protection, des valves pour respirateur, du matériel d'intubation, des poignées. « Nous avons une vision à long terme. A l'issue de cette crise qui va encore durer des mois, nous garderons ces imprimantes 3D car elles sont très polyvalentes. Elles seront réparties dans les quatre hôpitaux parisiens et produiront les pièces manquantes ou défaillantes mais serviront aussi à la recherche ou du développement », explique Gérard Friedlander, doyen de la faculté de médecine de Paris-Descartes.

Les techniques de la 3D

L'impression 3D est un procédé qui consiste à convertir un modèle numérique en un objet solide en trois dimensions. On parle de fabrication additive car on procède par ajout de matière par opposition à une méthode soustractive, qui consiste à usiner de la matière existante. La stéréolithographie est la première technologie de fabrication additive mise au point en 1984 par 3D Systems et son fondateur Chuck Hull. Elle utilise un laser ultraviolet qui en chauffant un photopolymère liquide, placé dans un bac, le solidifie couche par couche. Le dépôt de filament fondu connu sous l'acronyme FDM (Fused Deposition Modelling) utilisée par les imprimantes grand public a été inventé par la société Stratasys. Un fil de thermoplastique passe à travers une buse chauffée puis en fondant se dépose par couches successives pour donner naissance à un objet. Le frittage laser utilise non pas du liquide mais de la poudre de céramique, de plastique, de verre ou de métal. La matière est déposée en fine couche que vient alors solidifier le laser selon le dessin de la pièce que l'on veut produire. L'opération se répète couche par couche. La fabrication additive faisant appel au métal est désormais la plus prometteuse pour les fabricants sur un marché total estimé à 17 milliards de dollars en 2020.

Tous droits réservés lesechos.fr 2020
787605DElBE0CF01B0D204126C0561955824471403E88313AF3F22D

jeudi 7 mai 2020
Édition(s) : Edition Principale
386 mots - 2 min

Covid-19, les étudiants au cœur de la crise : « La solidarité entre soignants est incroyable »

Internes et externes se sont eux aussi mobilisés pour lutter contre le coronavirus. Dans le cadre de notre dossier « Coronavirus : les étudiants en médecine au cœur de la crise » (*Le Généraliste* n°2910), nous avons interrogé des étudiants en médecine sur leur expérience. Voici le témoignage de Sarah Polit, externe en 4e année à l'université de Paris.

« Je suis restée dans mon stage à Beaujon, mais les effectifs ont été réduits et l'activité diminuée. Je fais des semaines complètes une semaine sur deux. Je voulais vraiment aider et je trouvais ça trop dur de rester 50 % du temps chez moi à ne rien faire, donc je fais fonction d'aide-soignante en réanimation à l'hôpital Louis-Mourier, à Colombes.

Sentiment d'impuissance J'ai été très bien accueillie. L'équipe était ravie d'avoir des renforts, même si nous n'arrivions pas avec des compétences incroyables. J'ai découvert un métier. Le rythme est fatigant car je travaille de nuit une semaine sur deux. Les patients restent vraiment longtemps et cela peut être dur. On fait tout ce qu'on peut, mais on a l'impression que ce n'est pas suffisant.Je n'avais pas d'appréhension par rapport à la contamination. J'avais davantage peur de ne pas pouvoir me rendre utile car en 4e année, on ne sait pas forcément faire grand-chose. Je craignais de gêner. Mais j'ai appris vite.

Nos partiels n'ont pas été décalés, donc il va falloir que je travaille dans les moments où je ne suis pas à l'hôpital. J'essaie de le faire quand je ne suis pas crevée mais je reste indulgente avec moi-même : si tout n'est pas parfait cette année, il y a quand même des circonstances atténuantes.

Penser l'après J'espère que nous aurons une réflexion sur la place des soignants et ce que la société leur renvoie. Cette crise arrive après des années de ras-le-bol et de moyens insuffisants. C'est un peu la goutte d'eau. Je suis contente que les soignants soient mis sous les projecteurs mais j'aimerais qu'il se passe quelque chose après et que l'on fasse réellement le nécessaire pour l'hôpital et le système de santé. Sur un plan plus positif, je note la solidarité entre soignants, je n'en doutais pas mais elle est incroyable et le vivre est fou. Je m'en souviendrai longtemps. » ■

Tous droits réservés Le Généraliste 2020
0d7ae503l440150aa0780db2af0dc10c5ec4711933db86859b8f21f

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Aujourd'hui en France
INTERNET

lundi 4 mai 2020 18:58
1053 mots - 4 min

SOCIÉTÉ

Coronavirus : les étudiants en première année de médecine très inquiets pour leur concours

Pendant que les médecins luttent contre l'épidémie de Covid-19, les étudiants en première année commune aux études de santé (Paces) luttent, eux, contre leurs angoisses. Ces étudiants passent deux fois par un an un concours, où plusieurs milliers d'entre eux doivent se réunir, et, dans les conditions sanitaires actuelles, organiser ces épreuves devient un casse-tête. Contrairement à d'autres, celles-ci, prévues initialement cette semaine, n'ont pas été annulées et seront organisées à partir de la troisième semaine de juin par les universités. Mais cette décision n'est pas au goût de tous les étudiants, qui s'inquiètent pour leur sécurité.

Petit calcul: -on est environ 2000 #paces a passer le concours du S2
-il faut une distanciation de 1m
-donc si on fait une queue à l'entrée de la salle, ça fait 1m devant chaque personne
-2000x1 m=2000
-donc une queue de 2km...

Est-ce faisable ??? pic.twitter.com/OH1NqDeMGp

— (@aki18438523) April 30, 2020

« La peur est omniprésente, alerte Alexis, étudiant à l'université Paris - Paris 7. On veut rassembler entre 1 600 et 3 000 étudiants au même endroit alors qu'on sera encore en pleine pandémie. On marche sur la tête ! » Le jeune homme va donc privilégier sa santé à sa réussite et « préfère rater le concours que ramener le virus à [ses] proches, à risque ». Cette inquiétude se base sur la difficulté à respecter les gestes barrières dans ce contexte, soulevée par de nombreux étudiants à travers la France, notamment sur les réseaux sociaux.Une incompréhension partagée par Julie, étudiante à Paris : « Nous entendons le Premier ministre dire à juste titre que les rassemblements de plus de dix personnes seront interdits à partir du 11 mai, alors je ne tiens pas vraiment à me retrouver avec plus de 1 000 personnes dans un hangar quand un virus circule. »La jeune femme redoute également d'être gênée par le port du masque durant les épreuves. « Ils ont pensé aux personnes avec des lunettes ? Et je ne parle même pas des risques d'hyperventilation ! » s'indigne-t-elle. Un port du masque encore source d'interrogation pour certains, comme le regrette Alexis : « Déjà que porter un masque, ce n'est pas facile, alors si en plus on doit les payer, ça va être dur ». Il explique que, pour l'instant, sa faculté ne lui a pas précisé si elle leur fournirait les masques durant les épreuves.« Où est l'égalité des chances ? »Après plusieurs semaines de confinement, les étudiants s'inquiètent d'un effet négatif de la situation sur leur travail. Noémie est restée confinée chez elle, en Lorraine, dans un foyer de cinq personnes, où « c'est vraiment impossible de se concentrer ». Il faut noter que beaucoup d'étudiants ont souffert de la fermeture des bibliothèques universitaire, souvent considérée comme un « havre de paix ». « Sans ces lieux de travail, où est l'égalité des chances ? » souligne l'étudiante lorraine.La situation des étudiants précaire préoccupe beaucoup ces candidats, mais ils jugent que, même

sans ce handicap, leur stress est déjà trop important. En temps normal, cette épreuve où se joue l'avenir de quelque 60 000 candidats à la deuxième année de médecine n'est pas une partie de plaisir. Mais là, les inquiétudes se cumulent, explique Paul-Adrien, étudiant dans les Yvelines : « Je le remarque depuis déjà un moment, je dors mal, je me concentre moins, ce n'est pas rassurant quand on passe un concours ! » LIRE AUSSI > A Poitiers, 1 000 étudiants sont confinés sur le campusMais ces étudiants le concèdent, la manière de noter leur deuxième semestre tient d'un « choix cornélien ». Certains auraient voulu que les notes du premier semestre soient globalisées, pour d'autres, ce serait le pire scénario : « J'avais raté mon concours au premier semestre, alors si on reporte ces notes, je ne pourrai même pas redoubler », redoute Medhi, candidat à l'université de Lille.Trois masques par jour et par étudiantCe sont maintenant les universités qui ont la main pour l'organisation des épreuves, un processus compliqué. A l'origine, plusieurs universités d'Ile-de-France devaient faire concourir les candidats dans une même salle. « Les épreuves n'auront finalement pas lieu à l'espace Jean-Monnet de Rungis, car nous ne pouvons pas éliminer tous les risques », explique le professeur Djillali Annane, doyen de l'UFR Simone-Veil Santé de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ). Cet établissement a déjà planifié le déroulement des épreuves, afin de garantir la sécurité des étudiants et des surveillants.« Nous allons répartir nos étudiants sur 7 sites, avec moins 200 étudiants par sites et moins de 100 étudiants par salles », explique le doyen, tout en rappelant que le problème n'est pas « de mettre de la distance mais bien de gérer les flux » lors des entrées, des sorties, mais aussi des pauses. Pour accueillir les examens, les locaux de l'université devraient être mobilisés, si le rectorat le permet.L'université prendra également soin de fournir trois masques à chaque candidat, et ce quotidiennement, pour permettre aux étudiants de changer « le matin, à la pause et pour l'après-midi », rassure le professeur.Un point d'ombre subsiste : comment gérer un cas suspect une fois sur place ? « Doit-on le renvoyer ? Les mettre dans une salle spéciale ? On a besoin d'une réponse claire. On va poser une question au ministère », alarme Djillali Annane. Car pour les organisateurs, les enjeux sont considérables d'un point de vue sanitaire, mais aussi juridique.Des épreuves remaniéesLes épreuves seront toutefois modifiées, afin de faciliter leur correction et de permettre aux correcteurs (majoritairement des médecins) de ne pas y consacrer plus de temps que nécessaire. Une épreuve, l'UE 7, pourra être adaptée ou non par les établissements.Une mesure qui relève du « pragmatisme » pour le doyen de l'université de Versailles, qui rappelle que « le concours a été repoussé sur deux mois » et que la correction de cette matière, reposant sur des réponses rédigées, « prend beaucoup de temps ».Du côté des étudiants, cette nouvelle est accueillie de deux manières. Certains sont ravis, d'autres regrettent qu'on modifie les épreuves alors que le concours approche à grands pas, comme s'exaspère Noémie : « C'est du stress en plus de nous faire ça maintenant ! »



Malgré la crise sanitaire, les épreuves de première année de médecine sont maintenues fin juin. (Illustration)

Malgré la crise sanitaire, les épreuves de première année de médecine sont maintenues fin juin. (Illustration)

LP/Matthieu de Martignac

par Tom Kerkour

Tous droits réservés aujourdhui-en-france.fr 2020
f472d5a7l3609a00d0b70242c30311405fe4f913d38e8536f78af5b

l'Etudiant

vendredi 1er mai 2020 15:37
951 mots - 4 min

: LETUDIANT.FR

Déconfinement : les plans de reprise d'activité se feront université par université

Après le confinement, vient l'heure de sa sortie... ou presque. Dans l'enseignement supérieur, les universités travaillent actuellement aux "plans de reprise d'activité".

"Les modalités de reprise se feront en fonction des réalités de terrain", précise d'emblée Gilles Roussel, président de la CPU, lors d'une conférence de presse organisée le 29 avril 2020.

Un groupe de travail a ainsi été mis en place au sein de la CPU pour accompagner et outiller les établissements dans cette sortie. Il est dirigé par Michèle Cottier, présidente de l'université de Saint-Étienne et Olivier David, président de l'université Rennes 2. Il a pour objectif de " partager les bonnes pratiques, de mutualiser les expériences et de consolider l'ensemble de la matière grise pour informer les présidents et apporter des ressources concrètes aux établissements ", précise Olivier David.

Un retour sur site par étape

S'il existe un cadre national, il n'y aura pas d'organisation uniforme sur l'ensemble du territoire pour les universités. "Les choses vont se faire université par université, voire cycle par cycle, ou laboratoire par laboratoire. Il n'y a pas de réponse unique parce que les réalités sont différentes", ajoute Gilles Roussel.

Lire aussi : G. Roussel : "Les universités sont fermées aux étudiants jusqu'en septembre"

Pour un retour sur site, la CPU se base sur le "plan de retour sanitaire" déterminé par l'Etat qui sera décliné localement par les établissements. Ce qui est sûr, c'est que ce retour "à la normale se fera sur le long terme " : " nous nous focalisons à ce jour sur la période du 11 mai, date du début du déconfinement, jusqu'à la fin août ". Une période durant laquelle personnels et doctorants feront leur retour sur les campus. La CPU réfléchit déjà à la rentrée de septembre, et au retour des étudiants, mais tout se fait par étape.

Comprendre les enjeux internes et externes

"Pour assurer le déconfinement, il faut bien fixer les enjeux pour comprendre le sens des actions à mettre en place, résume Michèle Cottier, présidente de l'université de Saint-Etienne. La logique du retour sur site doit s'inscrire dans une forme de continuité sans rupture avec ce qui a été mis en place à distance durant le confinement."

Le principal enjeu concerne le contexte sanitaire et la capacité à gérer les consignes sanitaires pour préserver la santé des doctorants et des personnels qui rejoindront les campus. "Cette préoccupation fondamentale va guider l'ensemble de nos actions", affirme Michèle Cottier.

Mais, en parallèle, les universités devront maintenir la continuité pédagogique mise en place pour les étudiants qui ne rentreront pas avant septembre. "Ce retour est particulièrement complexe parce qu'il faut travailler sur des établissements dont les contraintes sont différentes et qui peuvent même avoir des différences entre composantes, laboratoires ou sites."

Pour assurer le déconfinement, il faut bien fixer les enjeux pour comprendre le sens des actions à mettre en place. (M. Cottier)

C'est pourquoi il est essentiel de s'appuyer sur les responsables de composante, de laboratoire mais aussi les personnels administratifs.

Par ailleurs, la préparation de ces plans doit prendre aussi en compte les contingences extérieures, selon Michèle Cottier. "Il y a des contraintes externes sur lesquelles nous n'avons pas de pouvoir de décision. Par exemple, la reprise des transports aura un impact sur la capacité des équipes à venir sur site, l'ouverture des écoles un impact sur la possibilité des personnels à faire ou non garder leurs enfants…"

Préparer un plan de long terme
Le groupe de travail de la CPU s'inscrit dans une démarche de long terme pour une reprise de l'ensemble des activités, prévient Olivier David, président de l'université de Rennes 2. "Nous devons outiller les présidents d'université dans un contexte où les décisions doivent être rapidement prises."

L'objectif est donc de "répondre le plus efficacement possible sur le plan méthodologique pour que les présidents d'université aient des ressources", précise Olivier David. Et cela passe notamment par un échange de bonnes pratiques entre établissements.

Mesurer les conséquences de la crise
Le plan de reprise concerne ce qui a trait à la fin de l'année en cours. La question de la rentrée et de ses conditions sera posée ultérieurement et notamment en fonction des critères d'évolution de l'épidémie. "La préparation de la rentrée est à l'agenda. Nous ne voulons pas imaginer 36 scénarios mais il faudra mesurer toutes les évolutions en matière de formations initiale, continue, etc.", estime Olivier David.

Lire aussi : La pédagogie à distance, star du confinement

Concernant la valeur des diplômes, il n'y a pas de remise en question, estime Gilles Roussel. "La plupart des diplômes durent entre trois et cinq ans, il y a par ailleurs eu une continuité pédagogique. Les modalités d'évaluation liées à la crise sanitaire sont un élément parmi d'autres qui permet d'assurer la qualité des diplômes."

éLa mobilité internationale fait aussi partie des inquiétudes des universités. La CPU a conscience que les mobilités seront contraintes et qu'il sera nécessaire d'avoir une vision prospective en la matière. "La question de l'ouverture des frontières à la rentrée n'est pas encore fixée pour le moment. Si l'espace Schengen ne s'ouvre pas, nous aurons des difficultés pour accueillir des étudiants internationaux. Nous devrons fournir un enseignement à distance pour cette période de frontières fermées", indique Mohamed Amara, président de

l’université de Pau et des pays de l’Adour.

Enfin, la CPU devra mesurer l’impact financier de la crise sanitaire. Il faudra notamment voir les ressources qui ont été engagées pendant la crise et les entrées que les universités n’auront pas.



https://www.letudiant.fr/static/uploads/mediatheque/EDU_EDU/9/2/2290192-rea-286077-003-580x310.jpg

L'université de Paris-Nanterre, comme tous les campus universitaires français, rouvrira progressivement à son personnel au cours des mois de mai-juin. // © Simon LAMBERT/HAYTHAM-REA.

par Dahvia Ouadia

Tous droits réservés 2020 letudiant.fr
c87255b6lc30c30600dc03125a0a611f5f148c1e9338839cacb997e

RECHERCHE MÉDICALE

LE FIGARO magazine

N° 3547
vendredi 1er au jeudi 7 mai 2020
Page 22
274 mots - 1 min





SANTÉ

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE CONTRE LE COVID-19

Disponible par téléphone, ce service gratuit diagnostique automatiquement les malades et les dirige vers les professionnels de santé compétents.



Avez-vous ressenti un manque de souffle inhabituel dans les dernières vingt-quatre heures ? Avezvous de la fièvre ? Des frissons ? Grâce à un questionnaire de trois minutes présenté par la voix d'un assistant virtuel et analysé par des algorithmes mathématiques, le service Allocovid est à même de détecter les signes de gravité de la maladie ainsi que les patients vulnérables nécessitant une attention particulière, et de les rediriger vers les professionnels compétents de leur région. Au total, 1 000 agents vocaux virtuels intelligents sont accessibles simultanément 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 depuis le 27 avril. Et le service devrait encore monter en puissance dans les semaines suivantes. Allocovid a été mis en place pour répondre à l'urgence de la crise sanitaire par des chercheurs, professeurs, médecins et experts en épidémiologie et intelligence artificielle de l'Inserm et de l'Université de Paris ainsi que par des acteurs français du numérique (e.Voyageurs SNCF et Allo-Media). Il vise à contribuer à la détection des patients susceptibles de présenter des formes graves de la maladie, notamment les personnes âgées ou isolées et toutes celles qui redoutent de se rendre dans un cabinet médical de peur de contracter la maladie. Dans un second temps, il permettra d'accompagner la sortie de confinement et d'identifier les potentiels foyers de résurgence en parallèle des dispositifs existants (Maladiecoronavirus.fr, SOS Médecins, réseau Sentinelles).

0806 800 540 (service gratuit + prix d'un appel).

par Pascal Grandmaison

Parution : Hebdomadaire
Diffusion : 369 355 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD PV 2019
Audience : 1 888 000 lect. (LDP) - © AudiPresse One 2017

Tous droits réservés 2020 Le Figaro Magazine
3f711553lff04d0b20cb03828d0011e45da4d31df36186fb30cf919

LE COVID-19 VU PAR LES SCIENCES SOCIALES

LA MONTAGNE
lundi 4 mai 2020
Édition(s) : Brive, Cantal, Creuse, Haute-Loire,
853 mots - 3 min

Conversation avec l'anthropologue Jean-Didier Urbain

« Le voyage essentiel à nos vies »

Pour l'anthropologue spécialiste des mobilités Jean-Didier Urbain, professeur à Paris-Descartes, le voyage est nécessaire et essentiel à l'homme qui ne devrait pas modifier radicalement ses comportements à la sortie du confinement.

n Nos façons de voyager, de partir en vacances, vont-elles changer ? Le tourisme international est compromis cet été. Le tourisme sera plus local, dans la proximité des lieux habituels, à condition que l'on puisse sortir du rayon de 100 km, ce qui n'est pas encore le cas. Et ceux qui se sont bien adaptés à l'isolement risquent de continuer à pratiquer un tourisme à domicile.

n Mais cela risque-t-il d'imprimer durablement nos pratiques ? Je ne crois pas à des changements radicaux. Après la « guerre » viendra la libération. Et dès que l'occupant sera infériorisé, les gens vont reprendre leurs habitudes.

n Et reprendre l'avion ? Oui. L'avion est un bouc émissaire. Il ne représente que 3 % de la pollution mondiale, très loin derrière l'industrie textile qui est à 20 %. Un avion plein, neuf et bien entretenu représente l'équivalent de 3 litres au 100 km. Les pratiques évolueront peut-être lorsqu'il y a concurrence avec le transport terrestre, comme sur Paris-Bordeaux ou Paris-Marseille, où le TGV moins polluant et plus efficace d'un centre-ville à un autre est là. Les pratiques peuvent changer sur le court-courrier.

n Le confinement a-t-il exacerbé nos désirs de voyage ? Les Parisiens en tout cas ont une folle envie de partir. Après un an de Gilets jaunes qui leur ont cassé tous leurs week-ends, a suivi l'enfer de la grève des transports en commun de l'hiver puis le confinement. Il en ressort déjà un glissement des pratiques : pour la proximité vive le vélo, pour les distances plus lointaines vive la bagnole.

n Quel sera alors le rôle de nos prochaines grandes vacances ? Le confinement a coupé le lien social et la pratique des vacances familiales où les gens font le plein de lien. On retisse, on sauve, on répare des liens à l'occasion des vacances. Le grand manque va conduire vers les lieux où l'on a l'habitude de se retrouver. Les vacances d'été ne sont pas pour les Français des occasions de grandes mobilités hors des frontières, ce sont avant tout des vacances de retrouvailles, de recomposition des tribus familiales. Donc il ne devrait pas y avoir de frustrations majeures cet été. Les seules frontières qui pourraient les bloquer seraient la persistance des barrières intérieures. À court et moyen terme, nous allons plutôt être dans un tourisme national mais qui ne rayera pas « l'exotropisme », c'est-à-dire l'attirance vers l'extérieur qui est une tendance lourde dans notre société. Le voyage, c'est la liberté de se passer, pendant un temps, de la société dans laquelle on vit, d'en prendre congé. La vie sociale est une séquestration ordinaire que nous avons besoin de fuir.

n Certains ont déjà sauté les barrières. Tant que la liberté totale de voyager n'aura pas été retrouvée, les formes délinquantes, subversives ou transgressives du tourisme continueront à se développer. Aujourd'hui ce n'est plus du relâchement mais du ras-le-bol. Le besoin de contact est le plus fort. L'heure des grands prophètes de « la sagesse est dans l'immobilité » n'est pas pour demain. C'est même anthropologiquement inconcevable. L'homme se distingue par la mobilité.

n La mobilité à tout prix ? Limiter la rencontre entre les hommes, c'est l'obscurantisme. La paix vient de la rencontre entre les hommes. La crise coïncide avec une montée de la « tourismophobie », le basculement de régions qui deviennent hostiles aux visiteurs touristiques, pour cause de surtourisme ou d'identité. De Venise à l'Everest, de Barcelone au Machu Pichu, elles ne rejettent pas les touristes, dont elles vivent, mais leur quantité. Les mobilités devront être régulées. L'industrie du voyage sera impactée, elle devra s'adapter.

n Par la conscience écologique ? Le grand choix qui va se poser à nous est : à qui accorde-t-on la liberté de circuler ? Aux hommes ou aux marchandises ? La délocalisation a entraîné une surmobilité des biens. Le tourisme est né de cette substitution de l'homme à la marchandise. Il convient aujourd'hui de penser la mobilité en terme d'impact sur l'environnement. Mais je défends la libre circulation des hommes contre celle des marchandises dès lors qu'elles entraînent des déplacements autour de la planète. La mobilité des hommes plutôt que celle des marchandises donc.

A lire. Jean-Didier Urbain est notamment l'auteur chez Payot de : Au Soleil : naissance de la Méditerranée estivale et L'idiot du voyage : histoires de touristes .

Jean-Marc Laurent jean-marc.laurent@centrefrance.com ■

Tous droits réservés La Montagne 2020
9B7EC521l550A909F0170B024508A1895C049915B3A78D281055065

LE FIGARO

N° 23548
samedi 2 mai 2020
Page 14
1112 mots - 4 min



LES FEMMES, LE CORPS ET LE CONFINEMENT

CETTE PÉRIODE D'INTIMITÉ FORCÉE OFFRE L'OCCASION DE SE RECONNECTER À SON CORPS, DE S'AFFRANCHIR DES STÉRÉOTYPES, DANS LA DROITE LIGNE DU BODY POSITIVISME AMORCÉE CES DERNIERS TEMPS.

Se plaire plutôt que plaire. Et si le confinement changeait imperceptiblement le rapport que nous entretenons avec les apparences, avec notre apparence ? *« Il a toujours existé une différence entre l'image privée et publique. Surtout chez les femmes pour qui la mise en scène dans l'espace public est fortement liée à une représentation sociale du corps et à son érotisation qui passe par le vêtement,*

le maquillage, la coiffure... Avec la mise à distance du regard des autres, notre image sociale tend, actuellement, à s'effacer »,

analyse Bernard Andrieu, philosophe et professeur l'université Paris-Descartes, auteur de *Rester beau* (Éditions du Murmure).

Sur les réseaux sociaux, deux clans s'affrontent. Celles qui veulent mettre, enfin, leur

corps au repos (ni coloration ni fond de teint, voire plus d'épilation). Et les autres qui, à l'inverse, préparent le 11 mai à grand renfort de régimes, de séances de bronzage à la fenêtre, de cours de fitness intensif avec l'idée de se « reprogrammer » une nouvelle image sociale. *« Peu importe finalement la manière dont on vit cette baisse de diktats esthétiques, cette période est l'occasion d'instaurer un nouveau rapport au paraître, d'être moins tourné vers le regard de l'autre et davantage vers soi,* poursuit le philosophe. *C'est le bon moment pour se réapproprier ce corps dans une sphère plus intime et dans une temporalité plus longue afin, pourquoi pas, d'en faire ressortir une beauté non plus de surface mais authentique prenant appui sur une alimentation plus saine et sur le bien-être à travers, par exemple, le yoga et la méditation, dont les tutos explosent sur internet. »*



Jeune femme préparant son bain, par Jules Scalbert (1851-1928), pastel sur papier. Photo : BRIDGEMAN IMAGES/ LEEMAGE

Un regard apaisé sur la silhouette

Un phénomène faisant écho au body positivisme prônant l'acceptation des particularités physiques, largement relayé sur les réseaux sociaux depuis plusieurs mois. *« Imperfections, bourrelets, cellulite... Sur Instagram, on voit de plus en plus de femmes qui ne cachent plus ni leurs courbes ni leurs formes,* remarque la philosophe Camille Froidevaux-Met-terie, auteur du *Corps des femmes. La bataille de l'intime* (Éditions Philosophie Magazine). *Aujourd'hui, une nouvelle génération a entrepris de rendre visible et acceptable le corps féminin dans sa diversité de morphologies, de couleurs et*

de textures de peau. Ce qui implique de lutter contre les normes et les injonctions, irréalisables, à toujours plus de beauté, de minceur

et de jeunesse. »

Les marques spécialisées dans les formules amincissantes commencent à intégrer ce changement de mentalités. Face à un secteur en perte de vitesse autant en pharmacie qu'en grande surface, elles axent désormais

leurs discours sur le mieux-être et l'harmonie. *« Contrairement à il y a une dizaine d'années, on ne parle plus de perte centimétrique mais de silhouette raffermie, tonifiée, sculptée, galbée,* note Valentina Dormeuil, chef de produit chez Somatoline Cosmetic qui lance, cette saison, plusieurs amincissants et gels anticellulite. *Aujourd'hui, le soin minceur est devenu un compagnon chargé de redessiner la silhouette sans l'idéaliser. »*

Dans ce domaine, tout ou presque a été fait (actifs drainants, spécial zones rebelles, chrono-actifs...) sans jamais avoir totalement convaincu. Alors, pour répondre aux nouvelles

attentes, les laboratoires cosmétiques privilégient dorénavant les formules sans esbroufe visant à transformer la texture de l'épiderme (voir les derniers soins lissants et anti-vergetures, les gommages peau d'orange et autres huiles raf-fermissantes) et accompagnent de plus en plus fréquemment leurs crèmes de conseils en tout genre. Elancyl vient ainsi de lancer, en complément de sa crème My Coach, une appli (Slim Coach) proposant des tutoriels de sessions sportives, des conseils nutrition-nels et des astuces beauté. Sans oublier la gestuelle de massage, indissociable du soin amincissant. *« Rien que le fait d'appliquer sa crème permet de prendre conscience de son corps, de ses contours et de ses défauts,* conclut Martine de Ri-cheville, réputée pour ses protocoles profonds et remodelants. *Il y a encore quelques années, je recevais de nombreuses patientes accros à la liposuccion. Leurs filles ne veulent plus de ce genre d'interventions invasives, elles privilégient le bien-être, quitte à multiplier les séances de massage pour galber leur silhouette. Elles posent un regard beaucoup plus apaisé sur leur corps. »* ¦■

par Pauline Castellani

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ ***1996*** *Année de lancement du mouvement Body Positive aux États-Unis En encourageant l'acceptation des corps dans leur diversité, il connaît aujourd'hui un second souffle sur les réseaux sociaux*

Tous droits réservés 2020 Le Figaro
2b7a258el6701a08d0880792420af18d53340118a313898662fc11f

Le Point.fr

dimanche 3 mai 2020
1625 mots - 7 min

SOCIÉTÉ

: LEPOINT.FR

Confinement : les chercheurs sondent déjà nos mémoires

Conscients de la période historique que nous vivons, archivistes, historiens, sociologues, artistes collectent avec avidité nos archives de confinés.

Que restera-t-il du confinement ? Des photos, des vidéos, des e-mails, des bricolages, des dessins, des journaux intimes… Autant de témoins de notre mise en quarantaine dont la valeur collective peut nous échapper et qui pourtant intéressent déjà les archivistes et les chercheurs. Depuis les premiers jours de notre isolement forcé, ces derniers sont à pied d'oeuvre pour collecter sur le vif notre mémoire de confiné.

Le mouvement est parti des archives des Vosges et de celles de Beaune. « Dès le deuxième jour du confinement, nous nous sommes demandé ce que nous pouvions faire en tant qu'archivistes, comment conserver cette mémoire en train de se former », explique François Petrazoller, conservateur du patrimoine aux archives des Vosges. Lancée sur TwitterTwitter, leur collecte intitulée #memoiredeconfinement a recueilli des récits, des poèmes, de simples mails, des peintures, des photos humoristiques qui expriment tantôt une grande angoisse tantôt un grand espoir. « Il y a peu de messages mesurés, on est dans l'excès de pessimisme ou d'optimisme. Certains racontent leur quotidien qui se répète ; d'autres, qui continuent de travailler, se demandent si on ne va pas les sacrifier : nous sommes dans une région textile et notre industrie a été mise à contribution pour la fabrication de masques. Forcément, de nombreuses familles s'inquiètent. »

Lire aussi Guy Sorman : « Le confinement nous fait découvrir qu'avant, ce n'était pas si mal »Guy Sorman : « Le confinement nous fait découvrir qu'avant, ce n'était pas si mal »

Urgence à témoigner

Pour le moment, François Petrazoller a recueilli une cinquantaine de témoignages. Mais la quantité importe assez peu : « J'ai le sentiment de donner la parole à des gens qui d'ordinaire ne l'ont pas. Nous ne sommes pas dans un département riche, l'université la plus proche est à Nancy. Le fait d'écrire n'est pas dans les habitudes d'une grande partie de la population qui, en outre, est souvent d'une modestie excessive. Or, la gravité du moment a brisé cela : le choc et l'inquiétude ont déclenché une urgence à témoigner. »

Ce besoin cathartique, Rosine Lheureux, directrice des archives du Val-de-Marne, l'a laissé aussi pleinement s'exprimer : « Nous voulons inciter les gens à pratiquer un déconfinement intellectuel. En lançant notre appel à témoignages, nous avons décidé de les laisser nous envoyer librement ce qu'ils voulaient. On a ainsi reçu des journaux intimes, des photos de la vie quotidienne, des dessins d'enfants ou humoristiques, et même une playlist et une chorégraphie du confinement… Mais, attention, il ne s'agit pas d'un défouloir, on n'est

pas sur une page Facebook : les gens ont conscience de l'enjeu mémoriel, ils se bordent eux-mêmes. »

Ce qui nous a surpris, c'est que beaucoup voient des avantages à ce confinement. Ils vivent cette période comme un sas de décompression.

Au total, une vingtaine de services d'archives essentiellement départementales et municipales ont ainsi lancé des collectes de témoignages. En attendant de pouvoir les exploiter, le monde de la recherche est déjà en ébullition. Le CNRS et l'université de ParisParis-Nanterre ont ainsi lancé un « défi collaboratif » intitulé « Nos vitrines parlent à l'heure du confinement ». Chacun est appelé à prendre en photo les messages apposés sur les vitrines des commerçants de son quartier. D'autres chercheurs sollicitent plus l'intime. À l'université de PauPau et des Pays de l'Adour, le laboratoire Passages a été l'un des premiers à lancer une enquête sociologique. Plus de 7 000 personnes ont répondu à un questionnaire en ligne qui les interroge sur la façon d'occuper ce temps accru et cet espace restreint, la réorganisation de la vie quotidienne, les nouvelles pratiques de sport ou de retrouvailles virtuelles entre amis, les difficultés rencontrées… « Ce qui nous a surpris, explique la sociologue Évelyne Barthou, c'est que beaucoup voient des avantages à ce confinement. Ils vivent cette période comme un sas de décompression : ils se réjouissent de ne plus prendre les transports en commun et d'avoir du temps avec leurs enfants, ils ont un nouveau rapport à la nature, ils redécouvrent leurs voisins… Cela dit beaucoup de choses sur les relations sociales et le rapport au travail. »

Lire aussi Confinement : voisins pour le meilleur et pour le pire !Confinement : voisins pour le meilleur et pour le pire !

Mais la chercheuse le reconnaît, les inégalités sont fortes parmi les confinés. À l'origine d'une autre enquête nommée « Récits de confinés », Pierrine Didier - post-doctorante en anthropologie au laboratoire Aménagement, économie, transports de l'École de l'aménagement durable des territoires de Lyon - et Laurent Gontier - artiste et médiéviste de formation - ont aussi obtenu des témoignages d'étudiants en détresse, de retraités isolés, de parents de jeunes enfants épuisés par l'accumulation du télétravail et du suivi des devoirs. « Beaucoup nous remercient d'avoir mis ce dispositif en place, certains en parlent même comme d'une délivrance », souligne Pierrine Didier. Ce dispositif, assez unique, propose de remplir un carnet hebdomadaire pour enregistrer les variables du quotidien : état moral, alimentation, santé, hygiène, sommeil, travail, activités, sorties… Les deux chercheurs disposent pour l'instant de 200 récits écrits par 70 participants. Une des parties du questionnaire, dédiée à l'expression libre, leur a aussi offert de jolis écrits empreints de poésie, comme cette maman décrivant le nouveau rituel de sa fille qui, chaque matin, glisse dans son sac à dos son cahier et sa trousse et part au fond du jardin faire ses devoirs et mieux observer ce qui se trame dans sa rue…

La bande-son du confinement

Ce genre de récits, presque littéraires, Édouard Boulon-Cluzel, ancien éditeur et créateur de la plateforme d'archives numériques Aqlo, en a recueilli 500 pages, grâce à son appel à mémoires de confinement. D'autres initiatives sont au contraire en quête de matière brute. En résidence aux archives départementales des Yvelines, l'artiste nantaise Babette Largo est à l'origine du projet « Tous en résidence ». Son objectif : créer « la bande-son du confine-

ment ». Lui sont ainsi parvenus la clameur des applaudissements de 20 heures à MarseilleMarseille ou encore le clapotis des touches du clavier d'ordinateur d'un télétravailleur. « Depuis juin 2019, je travaillais sur une création sonore autour de la paix, dans le cadre de la commémoration des traités de paix de la Première Guerre mondiale. Ce que je lisais dans les archives me paraissait hors d'âge : les fermetures des théâtres et des cinémas, l'arrivée de la grippe espagnole… Au moment du confinement, tout cela a pris une consistance étrange et je me suis dit que ce serait beau de laisser à notre tour des traces de ce que nous vivons. »

Lire aussi Ce que pense la France confinée : « J'étouffe, je manque d'air »Ce que pense la France confinée : « J'étouffe, je manque d'air »

Ces traces, le Mucem a décidé de les collecter via les objets. « La moitié de l'humanité est confinée. Pour un musée de société comme le nôtre, il était indispensable de nous mobiliser. Ne pouvant envoyer des ethnologues sur le terrain, nous avons sollicité la population directement, explique la directrice scientifique du musée, Émilie Girard. De plus, nous avons centré notre collecte sur l'objet afin de voir comment ce moment est matériellement marqué. » Certaines propositions étaient attendues, comme des masques maison, des visières imprimées en 3D. D'autres révèlent le désoeuvrement ou l'isolement, comme ces calendriers aux jours biffés ou cette photo de pantoufles intitulée « Détresse appartementale ». D'autres encore témoignent d'une grande capacité de réaction et de réappropriation des choses, telle cette tyrolienne bricolée pour y accrocher un panier et livrer les voisins d'en face. « Il y a aussi toutes ces choses qu'on voudrait faire et qui nous sont impossibles : une petite fille a ainsi créé son propre musée miniature en carton », relève Émilie Girard. La collecte du Mucem est ouverte jusqu'au 31 mai. Au-delà, le musée sélectionnera les pièces qui seront gardées et en exposera probablement une partie lors de son exposition sur le sida programmée fin 2021, qui sera elle-même repensée à l'aune de la pandémie actuelle.

Un musée virtuel du Covid-19

Pour l'historienne Annette Becker, toutes ces initiatives confirment « le tournant mémoriel et affectif » pris par la FranceFrance depuis la Grande Collecte d'archives individuelles organisées lors du centenaire de la Grande Guerre, et celles organisées après les attentats de 2015 et 2016. « Il était temps que l'on comprenne qu'il n'y a pas que les textes qui comptent lors d'un grand événement. Plus on s'approche du quotidien, mieux on comprend la vie. Or, la vie, ce sont aussi les images, les objets… Le rôle de l'historien, c'est de tout analyser ensemble », estime cette spécialiste de la Première Guerre mondiale. Tout en mettant en garde contre une accumulation anarchique ou trop partielle : « Il ne faut pas collecter que le plus évident, sinon, on reste à l'écume des choses. Les rêves, les délires, par exemple, racontent beaucoup. Il ne faut pas non plus négliger ce qui peut sembler terre à terre, comme les lettres administratives de ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer ou leurs impôts. C'est tout cela qui permettra d'établir une radiographie de la société. »

Pour mettre un peu d'ordre dans l'ensemble de ces initiatives et en encourager d'autres, Yves Rozenholc, professeur en sciences des données à l'université Paris-Descartes, a même le projet d'un musée virtuel participatif baptisé Covid-19 Museum : « Nous vivons la première pandémie de l'ère numérique. Nous avons à notre disposition un corpus électronique sans précédent. Ce que

je souhaite, c'est rendre celui-ci accessible aux chercheurs et aux acteurs de la santé, mais aussi à tous les citoyens, dans un but mémoriel, didactique et analytique. Ce musée doit participer à l'éclosion d'un modèle social mieux préparé, plus résilient et plus altruiste », défend l'enseignant-chercheur, qui appelle les gens à conserver toute trace digitale ou digitalisable. Cofondé avec des collègues historiens, psychologues et informaticiens de Sorbonne Paris-Nord, le projet a vocation à devenir international. Soutenu par la Société française de statistique, Yves Rozenholc est encore à la recherche de partenaires et se donne un an pour lancer sa plateforme. D'ici là, d'autres collectes sont déjà prévues sur la phase de déconfinement.

Par Audrey Emery

Tous droits réservés lepoint.fr 2020
ce7815fal680510e305d0c52c304a15a5fb4dc1e8344897a5a6c60b

TRIBUNES

Le Monde.fr

jeudi 7 mai 2020
1356 mots - 5 min

NEWS : LE MONDE.FR

Covid-19 : « Appel pour une coordination immédiate entre sciences et société »

Affronter les suites de la pandémie implique de mobiliser et de faire dialoguer toutes les expertises de la société française, souligne dans une tribune au « Monde » un collectif de quarante-quatre médecins, chercheurs, philosophes, militants associatifs, entrepreneurs et syndicalistes.

Tribune. La société doit apprendre à vivre avec le virus. La sortie du confinement et la prévention de rebonds épidémiques sont des moments critiques. Ils doivent mobiliser toutes les expertises de la société française.

Or la France ne dispose pas d'espace institutionnel pour coordonner le dialogue entre sciences et société. L'efficacité et les conséquences sociales des solutions que proposent sciences et médecine dépendent pourtant du contexte de leur application. L'expérience du terrain et le sens pratique forment aussi un formidable vivier d'idées et de solutions.

L'émergence, ces dernières semaines, de nouvelles formes de solidarités en est une illustration pleine de promesses. Des solutions ingénieuses et novatrices apparaissent lorsque les enjeux d'un problème sont pensés ensemble. Ainsi, la production de masques artisanaux, destinés aux personnes saines, est aujourd'hui encadrée par une norme de l'Afnor [Association française de normalisation] et une note interministérielle du 29 mars.

Devant l'évidence des bienfaits de la co-construction, un triptyque vertueux liant société, sciences et politique s'impose. Les signataires de cette tribune appellent à une sortie de crise par le haut grâce à un dialogue soutenu et coordonné entre sciences et société, pour une démocratie sanitaire.

Convergence de visions

La société française n'est pas un bloc compact et homogène. C'est une diversité de situations inégales, de secteurs, d'enjeux dont la prise en compte est nécessaire à la décision politique. L'inclusion des acteurs permet d'anticiper la faisabilité et les conséquences des solutions envisagées. Ainsi, les fiches sectorielles publiées par le ministère du travail sur la base de recommandations d'experts indiquent des « bonnes pratiques » sanitaires pertinentes mais parfois incomplètes, comme dans le cas des travailleurs saisonniers du domaine agricole. Car les fiches omettent le fait, bien connu sur le terrain, que ces travailleurs sont habituellement hébergés collectivement par leurs employeurs, qui ne savent aujourd'hui pas comment les accueillir. Associer aux recommandations ceux qui vivront leur application permet des décisions plus justes, efficaces et mieux vécues.

L'action publique a besoin de la participation et de l'information de tous, y compris des plus pauvres ou vulnérables, de la conception à l'évaluation de tout projet.

Cet appel incarne la convergence de visions. Celles de médecins, scientifiques et membres des comités d'experts qui conseillent le gouvernement dans cette crise. Et cela ne doit pas surprendre ! Scientifiques et médecins savent que l'expertise n'est pas la décision, et sont conscients de l'importance de la participation citoyenne. Depuis une vingtaine d'années, des agences sanitaires ont mis en place des espaces de liaison avec la société et les associations.

Cet appel prolonge aussi celui à un « Grenelle du Covid-19 » que certains d'entre nous lançaient en début de mois dans ces mêmes colonnes. Pour apprendre à vivre avec le virus et prévenir la transmission, tous proposent de réinventer le « vivre-ensemble », en conciliant impératifs sanitaires, exigences sociales, civiques et démocratiques. Cette analyse nous semble aussi partagée par ceux qui appellent aujourd'hui à imaginer un nouveau monde résilient et juste.

Notre monde trébuche

Les bases d'un nouveau dialogue entre sciences, société et politique sont claires. Inclure chacun, tenir compte de tous les enjeux, y compris et surtout des problèmes des plus vulnérables, est une nécessité absolue pour sortir de la crise dans un climat de confiance mutuelle. La représentation de tous ne peut être assurée par les élus seuls, et justifie la participation des porteurs d'enjeux (associations, syndicats, fédérations, etc.).

L'expertise scientifique est elle-même plurielle, les disciplines, leurs paradigmes doivent être considérés dans leur diversité pour que la confiance puisse s'établir. Celle-ci, fortement mise à mal par les « fake news » et les suspicions, exige aussi une meilleure transparence des débats et analyses.

Si la relation entre sciences, société et politique n'est pas mobilisée et refondée maintenant et de manière durable, on peut être sûr qu'aux crises sanitaires s'ajouteront les crises sociales, au point de redoubler une catastrophe par une autre.

Les moyens nécessaires pour sortir par le haut de la crise du Covid-19 sont les mêmes que ceux qui manquent aujourd'hui pour gérer les autres défis sur lesquels notre monde trébuche. Le changement climatique et les adaptations qu'il impose sont l'exemple même du problème dont la résolution sera autant sociale que scientifique et politique. Inventer le monde de demain, et d'après-demain, par le croisement des enjeux sociaux et scientifiques nécessite donc une instance destinée à coordonner ce dialogue. Ses analyses pourront nourrir le débat public, faire sauter les œillères disciplinaires de l'enseignement, des experts, des politiques, et irriguer totalement l'action gouvernementale.

Intelligence collective et démocratie participative

Il faut installer une coordination sciences-société. Placée auprès des autorités, cette coordination organisera le dialogue entre les experts et la société civile. L'urgence de la crise impose de former cette coordination au plus tôt, avant même la sortie de confinement qu'elle pourra guider.

La co-construction des solutions les plus justes, pour cette crise comme pour les suivantes, reposera sur l'inclusion du plus grand nombre possible d'acteurs

de la société, y compris les strates les plus pauvres et discrètes. Cela est maintenant possible grâce aux outils, humains comme numériques, de l'intelligence collective et de la démocratie participative.

Pour forger la confiance et dépasser les jeux de pouvoir, il n'y a d'autre choix que d'assurer la transparence des enjeux de chaque participant et l'accessibilité à tous les citoyens de leurs analyses. L'appui, voire l'encadrement, d'instances chargées du dialogue social, tels le Conseil économique, social et environnemental, la Conférence nationale de santé ou la Commission nationale consultative des droits de l'homme, permettra d'accélérer la mise en place de cette nouvelle institution. Celle-ci devra aussi garantir à ses participants que leurs efforts ne restent pas lettre morte. L'urgence de la crise impose la création immédiate de cette instance de coordination, notre pays en a besoin depuis longtemps.

Recherche et médecine :

Laetitia Atlani-Duault, directrice de recherche en anthropologie à l'IRD-Université de Paris ; Françoise Barré-Sinoussi, Prix Nobel de médecine ; Daniel Benamouzig, directeur de recherche en sociologie, CNRS-Sciences Po ; Bernadette Bensaude-Vincent, philosophe des sciences et technosciences, professeure émérite à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; Jean-Paul Billaud, directeur de recherche en sociologie, CNRS (émérite) - Université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; Aurélie Binot, chercheuse anthropologie de la santé, Cirad ; Mylène Botbol-Baum, professeure de philosophie et bioéthique, responsable du centre Helesi, membre du Comité d'éthique de l'Inserm ; Dominique Bourg, philosophe, professeur honoraire université de Lausanne ; François Buton, directeur de recherche en science politique, CNRS-ENS Lyon ; Marianne Cerf, directeur de recherche en ergonomie, Inrae ; Pierre Corvol, membre de l'Académie des sciences et membre de l'Académie de médecine ; Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique Covid-19 ; Pierre-Louis Druais, professeur des universités, Médecine générale ; Simon Fellous, chercheur en écologie et infection, Inrae ; Mourad Hannachi, chercheur en sciences de gestion, Inrae ; Denis Malvy, professeur des universités-praticien hospitalier, université de Bordeaux ; Serge Morand, directeur de recherche en écologie de la santé, CNRS et Cirad ; Dominique Paturel, chercheure en sciences de gestion, Inrae ; Marisa Peyre, chercheuse épidémiologiste, Cirad ; Mariline Poupaud, vétérinaire, doctorante, Ciriad ; François Roger, chercheur en épidémiologie, Cirad ; Frédéric Worms, professeur en philosophie, directeur adjoint de l'ENS ; Yazdan Yazdanpanah, professeur des universités-praticien hospitalier, AP-HP, REACTing-Inserm.

Monde institutionnel

Dorothée Browaeys, présidente de Tek4Life ; Jean-Marie Burguburu, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) ; Hervé Chneiweiss, président du comité d'éthique de l'Inserm ; Alain Grimfeld, président du Comité de la prévention et de la précaution (CPP) et président d'honneur du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) ; Philippe Mauguin, président de l'Inrae ; Antoine Petit, président du CNRS ; Christophe Roturier, délégué aux sciences en société à l'Inrae.

Monde caritatif et associatif :

Christophe Deltombe, président de la Cimade ; Vincent Jacomond, coordinateur d'équipes de bénévoles Petits Frères des pauvres ; Véronique Fayet, présidente du Secours catholique ; Marie-Aleth Grard, vice-présidente ATD Quart-Monde ; Jean-François Serres, référent national contre l'isolement des personnes âgées Monalisa ; Pierre Souvet, président de l'Association de santé environnementale de France (ASEF).

Monde économique :

Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne ; Jacques Huybrechts, fondateur du Parlement des entrepreneurs d'avenir ; Aymeril Hoang, spécialiste du numérique, conseil en stratégies d'innovation ; Christiane Lambert, présidente de la FNSEA ; Albane Loiseau, consultante en responsabilité sociétale des entreprises, Ekores ; Eric Mellet, président de la Société pour les organisations apprenantes (SOL France) ; Yannick Rampal, mandataire régional Medef et CPME ; Françoise Roch, présidente de la Fédération nationale de producteurs de fruits (FNPF)

par Le Monde

Tous droits réservés Copyright(c) Le Monde
6274a584l0f02906602200b2b70251315fc4701ff39485e6200918e

Jeunes en service civique à l'hôpital : déjà « au front » avant « la guerre »

Cette tribune est le résultat d'une enquête menée en 2018 et 2019 sur le développement des programmes de service civique au sein des services publics de l'éducation, de la santé et de l'emploi, par Florence Ihaddadene (Université Paris Nanterre, IDHES), Francis Lebon (Université de Paris, CERLIS), Sophie Rétif (Université Paris Nanterre, IDHES) et Maud Simonet (CNRS, IDHE).

Une photo circule sur Twitter depuis quelques semaines: on y voit quatre jeunes, âgés d'une vingtaine d'années, souriants, qui ferment et portent des cartons remplis de masques. Sur un autre fil, la directrice d'une maison de retraite remercie Morgane, qui aide à promener les personnes âgées dans le jardin de l'EHPAD et rend ainsi le confinement plus supportable. Morgane et les jeunes de la photo sont volontaires en service civique, un statut d'engagement ouvert aux personnes de 16 à 25 ans. En contrepartie de leur engagement, ces jeunes reçoivent une indemnité mensuelle d'environ 580 euros versée par l'Etat. Le statut de volontaire, qui ne relève pas du droit du travail, donne accès à la sécurité sociale mais pas à des indemnités chômage. Créé en 2010 et développé au départ essentiellement dans les associations, il a été déployé à partir de 2015 dans les services publics.

La mobilisation des volontaires pour faire face à la pandémie actuelle a été décrite comme un « torrent de bonnes volontés » par Gabriel Attal, le secrétaire d'Etat à la Jeunesse. Il souhaite que cette mobilisation gagne en intensité : « Nous allons recruter 500 volontaires pour faire du lien avec des malades du coronavirus qui sont chez eux. (…) Dès aujourd'hui, des jeunes vont venir en soutien aux établissements hospitaliers. Ils participeront, pour 13 hôpitaux des Hauts-de-France, à l'acheminement et à la gestion des stocks de masques » (Le Parisien - Aujourd'hui en France, 1 avril 2020). Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP, annonçait quant à lui mi avril vouloir « mobiliser plusieurs milliers de volontaires » dans les prochains mois, au cours de la phase de déconfinement. Ces volontaires se verront confier diverses missions : apporter de la nourriture aux personnes confinées, accompagner des équipes de prélèvement, mettre en œuvre des opérations de relogement. La pandémie actuelle, qui nous est présentée comme « une guerre », justifierait donc une exceptionnelle « conscription volontaire » qui ne dit pas tout à fait son nom.

Exceptionnelle, vraiment ? Les images qui circulent sur Twitter nous en rappellent pourtant d'autres. Par exemple celle d'un repas dans un EHPAD public d'Ile-de-France, en avril 2019 : une aide-soignante, seule pour servir les plateaux-repas à 60 résidents, criait « J'ai besoin d'aide ! ». Qui accourait pour l'aider ? Des jeunes femmes volontaires en service civique. L'image des urgences d'un hôpital parisien, où une volontaire établissait les constantes des patients pour soulager l'équipe soignante. En 2019, toujours. L'image de ces milliers de volontaires qui se succèdent depuis plusieurs années à l'hôpital et dans les EHPAD et qui sont à 75% des femmes, souvent issues des classes populaires. Elles sont présentes au moins 24 heures par semaine, pendant plusieurs mois, et apportent une aide essentielle à des équipes en sous-effectif structurel. Ces

images, nous les avons observées en 2018 et 2019 lors d'une enquête consacrée au déploiement du service civique dans les services publics. « Deux volontaires ça me fait une aide soignante » nous avait alors dit une cadre de santé d'un service de gériatrie, résumant par là combien cette ressource humaine supplémentaire était nécessaire sans être suffisante.

Le « torrent de bonnes volontés » coulait donc bien avant la pandémie. Il était activé par un discours de promotion du volontariat qui répète aux jeunes que le service civique est un bon moyen d'insertion professionnelle, que « les recruteurs aiment bien ça » et que c'est « une bonne ligne sur un CV ». Car si les bonnes volontés sont nombreuses, elles sont aussi fortement encouragées par l'Etat pour qui elles sont précieuses, car peu coûteuses. La rhétorique guerrière actuelle, qui se présente comme un discours de rupture, masque donc que ce qui se joue en ce moment est au contraire de l'ordre de la continuité. Continuité avec ce qui était en place avant la pandémie: des jeunes appelés en tant que volontaires en renfort d'un hôpital public dramatiquement en manque de moyens. Continuité avec ce que l'on nous annonce pour « l'après »: toujours plus de volontaires pour sortir du confinement. Comme si les leçons n'avaient toujours pas été tirées: le jour d'après doit-il nécessairement ressembler au jour d'avant?

Tous droits réservés 2020 blogs.mediapart.fr
447ef5b4l7e0430df07100326b0c41de5604cf1a538a818d00ed942